

Aux Pays-Bas, l'enseignement du français en péril

De moins en moins de lycéens sont attirés par la langue de Voltaire. Même les grandes universités ont des difficultés à maintenir un programme d'études françaises.

Par [Jean-Pierre Stroobants](#) (Bruxelles, correspondant)

Publié dans Le Monde du 18 novembre à 04h00



Dans une salle de classe du Amsterdam Lyceum, le 31 mai 2021. EVERT ELZINGA / AFP

Historien et maître de conférences à l'Open Universiteit de Heerlen, dans le Limbourg néerlandais, Martijn van der Burg est formel : c'est « *une catastrophe linguistique, discrète mais préoccupante* », qui menace aux Pays-Bas. Et l'enseignement de la langue française est particulièrement en péril, dit-il, dans ce pays où seule une élite, généralement assez âgée, pratique encore régulièrement la langue de Voltaire.

De grandes universités comme celles de Leyde, Amsterdam, Nimègue et Groningue maintiennent difficilement un programme d'études françaises, quitte à l'inclure désormais dans des programmes de « langues et cultures européennes ». A Utrecht, les autorités académiques ont même annoncé, fin octobre, leur intention de supprimer progressivement leur programme *Franse taal en cultuur* – « langue et culture françaises » – à partir de 2026.

Platform Frans, un réseau qui regroupe plus d'un millier d'experts néerlandais dans le domaine de la langue et de la culture françaises, a publié, le 1^{er} novembre, un appel à la préservation des apprentissages du français à tous les niveaux de l'enseignement. Sept personnalités issues des plus grands établissements du pays y prônent le maintien des cours d'« *une langue voisine parlée dans le monde entier* » et la sauvegarde de liens étroits avec « *une société francophone qui est littéralement la nôtre* ». Sans compter, insistent-ils, que « *les étudiants de français développent une vision du monde plus large que ceux qui ne maîtrisent que le néerlandais et l'anglais* ».

Plan d'économies d'un milliard d'euros

A ce stade, l'appel lancé au doyen de l'université d'Utrecht afin qu'il préserve le programme *Frans taal en cultuur* de son établissement a cependant peu de chances d'être entendu : l'ensemble du monde universitaire néerlandais est sous le choc après l'annonce d'un plan gouvernemental visant à économiser un milliard d'euros dans le domaine de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation. Une manifestation prévue à Utrecht, jeudi 14 novembre, devait rassembler des milliers de participants mais elle a été annulée in extremis, par crainte de nouveaux débordements après [les violents incidents survenus à Amsterdam](#) une semaine plus tôt, à l'issue du match entre l'Ajax Amsterdam et l'équipe israélienne du Maccabi Tel-Aviv.

Confrontées à ce que Marileen Dogterom, présidente de l'Académie royale des sciences, appelle « *la parfaite tempête* » déclenchée par le plan d'austérité du gouvernement de droite et d'extrême droite, les universités sont contraintes de préparer des plans de licenciement et de suppression de filières. Et les langues sont d'autant plus dans le viseur qu'un projet ambitieux, par ailleurs, de « néerlandiser » certaines formations actuellement délivrées en anglais. Avec un double objectif : redonner, comme le réclament les formations populistes, une plus grande place à la langue nationale mais aussi limiter l'afflux d'étudiants étrangers, dont le nombre n'a cessé de croître entre 2015 et 2023. Lors de la dernière rentrée, en revanche, le nombre d'étudiants étrangers a baissé, passant de 18 600 à 17 400.

« *Ce qui se déroule aujourd'hui est le chapitre final d'une évolution qui a commencé dans les années 1970, avec la désaffection pour le français, mais aussi l'allemand et, dans une moindre mesure, l'espagnol* », indique Alicia Montoya, professeure de langue et de littérature françaises à l'université de Nimègue.

L'apprentissage du français est, en outre, confronté à une série d'obstacles particuliers, explique cette spécialiste : « *Il est jugé élitiste, de moins en moins d'heures lui sont consacrées dans le secondaire, où les professeurs sont trop rares, et le contenu des cours est trop focalisé sur la lecture, alors qu'il serait plus attrayant s'il était par exemple centré sur la littérature.* » Résultat, un cercle vicieux avec de moins en moins de lycéens attirés par le français, donc une diminution du nombre d'inscriptions à l'université et, en bout de ligne, moins de professeurs formés.

« Catastrophe naturelle »

« *Cette spirale négative dépasse le problème des effectifs étudiants, estime M. van der Burg. Elle compromet notre force de frappe internationale et la pérennité de nos liens culturels avec les pays francophones* ». Les défenseurs de l'apprentissage des langues jugent, en effet, que si les Néerlandais étaient jusqu'ici réputés pour leur pragmatisme, leur sens des affaires et leur multilinguisme – qui, souvent, ne se résumait pas à la pratique courante de l'anglais –, ils sont en train de perdre leurs avantages dans les domaines du commerce, de la recherche mais aussi de l'accès à des masters prestigieux, comme ceux de Sciences Po Paris, par exemple.

Face à ce qu'il appelle la « *catastrophe naturelle* » menaçant son pays, M. van der Burg espère que la mobilisation de ses confrères sera rapidement relayée par des voix francophones qui, souhaite-t-il, « *montreront davantage d'intérêt pour leurs voisins du Nord, au moins par instinct de préservation ou par intérêt économique* ». L'historien interroge : « *Quelle figure éloquente, convaincante, qu'elle soit française, wallonne, suisse francophone, voire québécoise, pourrait prendre la parole ?* ». Et il poursuit : « *Où sont les voix des intellectuels, ou même des décideurs politiques francophones, pour défendre l'importance de leur langue ? Contrairement à ce que certaines forces politiques voudraient nous faire croire, il y a plus de choses qui nous unissent que de différences entre nous.* »